

## L'ACTIVITÉ PARTIELLE

Date de création : 02/11/2020  
Date de première publication : 02/11/2020  
Date de version publiée : 02/11/2020

### L'ACTIVITÉ PARTIELLE DE LONGUE DURÉE (APLD)

#### QUELLE INDEMNISATION?

##### ✓ De la part de l'employeur

Le salarié perçoit une indemnité horaire correspondant à 70% de sa rémunération brute servant d'assiette de l'indemnité de congés payés (= 84 % du salaire net) avec un plafond de 70 % de 4,5 Smic.

##### ✓ De la part de l'Etat

Les entreprises sont remboursées à hauteur de **60 % de la rémunération horaire brute par l'Etat.**

Ce taux horaire ne pouvant être inférieur à 7,23€.

Pour s'adapter aux dernières dispositions sur l'activité partielle, il a été prévu dès novembre 2020 que le remboursement à l'employeur dans le cadre de l'APLD est au moins égal à celui de l'activité partielle de droit commun si ce dernier dispositif est plus favorable. ⚠  
Dès lors, par exemple, l'employeur d'un secteur protégé sera remboursé à hauteur de 70% dans les conditions susvisées pour les mois de novembre et décembre 2020.

Le bénéfice de l'allocation est accordé dans la limite de vingt-quatre mois, consécutifs ou non, sur une période de référence de trente-six mois consécutifs.

*Ex : un accord collectif ou un document unilatéral pris en application d'un accord de branche prévoyant un recours au dispositif sur une durée totale de 24 mois permet à l'entreprise :*

- *de recourir à l'APLD durant 12 mois ;*
- *puis, de revenir à une activité normale durant 6 mois, sans recourir au dispositif ;*
- *puis de recourir de nouveau à l'APLD durant 12 mois.*

Le décompte est réalisé en mois civils : un mois durant lequel l'entreprise recourt à APLD compte pour un mois entier.

Il n'est pas nécessaire de préciser dans l'accord ou le document le planning prévisionnel de recours au dispositif. Seule doit être indiquée la durée totale de recours envisagée.

### **Dans quels cas l'entreprise peut-elle se retrouver contrainte de rembourser l'Etat ?**

1°) L'employeur doit rembourser à l'État les sommes perçues au titre de l'allocation pour chaque salarié visé par le champ d'application du dispositif subissant une réduction d'activité et dont le contrat de travail est rompu pour cause économique et cela pendant la durée de recours au dispositif.

2°) L'employeur rembourse à l'Etat les sommes perçues au titre de l'allocation à proportion du nombre de ruptures pour motif économique de contrats de travail intervenues pendant la durée de recours au dispositif en méconnaissance des engagements de maintien de l'emploi prévus par l'accord collectif d'entreprise ou par le document élaboré par l'employeur.

Dans ce cas, le remboursement de tout ou partie des sommes dues par l'employeur peut ne pas être exigé notamment s'il est incompatible avec la situation économique et financière de l'établissement, de l'entreprise ou du groupe.

3°) L'autorité administrative pourra suspendre le paiement de l'allocation lorsqu'elle constatera que les engagements en matière de maintien dans l'emploi et de formation prévus par l'accord collectif ou le document élaboré par l'employeur ne sont pas respectés durant la période de recours au dispositif